

Un colonel équato-guinéen à la Dst

JEUDI, 11 AOÛT 2011 10:51 AZIZ SALATOU

Cipriano Nguema Mba. Enlevé avec la complicité de policiers camerounais et fonctionnaires internationaux, il s'est évadé de sa prison de Evinayong , et vit sous haute protection policière.

L'affaire était un véritable séisme diplomatique . Et avait été révélée dans nos colonnes. Le 07 octobre 2008, les policiers camerounais Ibrahim Ndam et Hamidou Ndam se présentent au domicile du colonel Cipriano Nguema Mba, au quartier Etoumou à Yaoundé.

« Ils étaient munis d'un mandat d'arrêt et je n'avais aucune raison de leur résister », se souvient le colonel Nguema Mba. Les deux policiers le conduisent à l'ambassade de la République de Guinée-Equatoriale, où ils le livrent à leur commanditaire, un haut fonctionnaire de cette chancellerie. Ce dernier, après avoir torturé le captif l'exfiltré vers la guinée équatoriale. Il se sert d'un véhicule de l'ambassade, avec ses plaques d'immatriculation diplomatiques pour traverser les barrages de police sans être inquiété . Le colonel Nguema Mba accuse le représentant au Cameroun du Hcr de l'époque Jacques Franklin d'être impliqué dans l'affaire. « Il a perçu près de 200 millions de FCfa, pour me livrer », a-t-il déclaré. Une affaire d'argent donc, qui va très vite dégénérer en incident diplomatique entre le Cameroun et la Guinée- Equatoriale soit alors à la frontière du clash.

C'est que le colonel Cipriano Nguema Mba n'était pas n'importe qui. Il jouissait d'un statut de réfugié et était sous la protection du Hcr. Un hôte de la communauté internationale. Le Cameroun a ratifié la convention des Nations unies de 1951, relative au statut des réfugiés, dont une des dispositions stipule que: les réfugiés ne doivent pas être expulsés ou refoulés vers un pays où ils ont de bonnes raisons de craindre d'être persécutés.

L'ancien payeur général de l'armée équato-guinéenne jusqu'en 2003,était un homme traqué. Il s'était enfuit de son pays en 2004, pour se réfugier au Cameroun. Peu après il s'est rendu en Espagne en transitant par la Côte d'ivoire. Son séjour européen

durer trois ans, avant qu'il ne décide de revenir au Cameroun où il avait une affaire de vente de voitures qui marchait bien.

Mais les autorités de son pays qui le soupçonnaient d'avoir fomenté un coup d'état l'avaient déjà accusé d'avoir détourné un milliard de Fcfa, ne voyaient pas d'un bon œil qu'il s'installe si près de Malabo. Elles vont ourdir ce kidnapping qui va tendre au maximum les relations entre les deux États voisins. La situation va finir par revenir à normale après une rencontre au sommet entre les chefs des deux États équato-guinéens et camerounais.

Le colonel Cipriano, lui, croupit en prison où il dit avoir subi interrogatoires musclés et tortures gratuites. En octobre dernier il va se faire la malle. Il fausse compagnie à ses geôliers de la prison d'Evinayong où on l'a confiné « en pleine forêt, après 13 mois de tortures à Malabo, là où il n'y a pas de diplomates pour voir comment ils me tuent petit feu », confie-t-il. Le 17 octobre 2010, il est annoncé à Kye Ossi la frontière. Les autorités camerounaises le prennent tout de suite en charge. Le bureau camerounais du Hcr les a tenues au courant de la situation. Pour le Hcr, c'est clair: le colonel Cipriano. Le Cameroun est en danger de mort. Une équipe de la Direction de la surveillance de ce territoire est dépêchée sur place à la frontière. Ce seront ses nouveaux baby-sitters. Mais 10 mois après, le colonel qui a été rejoint depuis par cinq de ses proches, trouve que le temps commence à durer. Il souhaite partir du Cameroun, recommencer une autre vie, loin dans un pays où lui et les siens seront en sécurité.

Aziz Salatou

•Mes conditions de vie sont inhumaines•

Colonel Cipriano Nguema. L'opposant Equato-guinéen réfugié au Cameroun depuis 10 mois menace d'arrêter de s'alimenter si son statut de réfugié n'est pas respecté.

Pourquoi voulez-vous faire une grève de la faim ?

Je suis arrivé au Cameroun il y a 10 mois le 17 octobre 2010. Depuis, cinq de mes proches m'ont rejoint. Mes deux cousins Alberto Ntutumu et Tomas Mbomio, ainsi que trois enfants âgés de 14 à 19 ans. Nous avons été confiés à la police par les soins du Hcr. Il nous donne pour vivre 25000FCfa par mois par personne. Avec cette somme, nous devons manger, boire, nous vêtir et nous soigner. De plus, mes cousins sont ici depuis 6 mois. Ils devraient bénéficier du statut de réfugiés depuis trois mois, mais ne l'ont pas jusqu'ici. Il y a aussi le fait que j'ai de l'argent en dépôt dans une banque locale mais je ne peux y accéder. Mes enfants n'ont pas le droit de se balader. Ils ne vont pas à l'école. Ils ont passé une année blanche, mais, maintenant, ça suffit. Nos proches restent en Guinée subissent les représailles. Ils sont mis en prison. Des conditions

inhumaines... Le pouvoir de Malabo se sent menacé par ma présence ici. Ils font tout pour m'embêter.

Pourquoi êtes vous ainsi harcelé?

Ce harcèlement date de 2004. A l'époque, le régime du président Obiang m'a accusé vouloir faire un coup d'État. J'ai pu m'enfuir et je me suis réfugié au Cameroun. Ils ont tout essayé pour me faire extraditer. Mais les autorités camerounaises ont refusé. J'ai ainsi pu me rendre en Espagne en 2005 je possède une maison là bas. Je suis en Suisse depuis mon retour au Cameroun en 2008 parce que j'avais des biens ici et que je voulais m'y réinstaller pour continuer mon commerce de voitures j'en avais encore trois ici .

Vous vous êtes installé alors que vous saviez que votre présence aussi près de la Guinée équatoriale gênerait...

Je pensais être sous la protection de la communauté internationale, je me suis installé ici à Yaoundé au quartier Etoudi pour poursuivre mes activités (le colonel a créé en 2005 Plataforma la voz del pueblo, un parti politique, ndlr) . Quelque temps après que je me suis installé ici, j'ai reçu la visite de policiers camerounais. Ils avaient un mandat d'arrêt, je n'avais aucune raison de me défier d'eux. Ils m'ont embarqué pour me livrer à l'ambassade de Guinée équatoriale qui m'a exfiltré. On m'a jeté en prison d'abord à Malabo puis à Evinayong d'où je me suis évadé. J'ai alors subi les pires tortures pendant deux ans. Pendant qu'ils me faisaient subir ces sévices les bourreaux me racontaient en détail ma vie d'exilé. Ils m'ont ainsi dit que c'est le représentant du Hcr au Cameroun qui m'avait livré contre 300.000 euros (près de 200 millions) de Fcfa. Je soupçonne le régime en place dans mon pays d'essayer de corrompre tout le monde, ainsi qu'il l'a déjà fait. Le Hcr m'a dit que je ne peux pas rester ici, que ma vie est en danger, qu'ils vont me trouver un autre pays d'accueil. Je souhaite donc partir pour un pays où on respecte les libertés individuelles: Usa, Angleterre, France, Obiang Nguema ne peut pas me rattraper grâce à la corruption.

Mais on vous a proposé des destinations...

Oui, le Hcr m'a proposé de m'envoyer en Afrique du Sud ou en Turquie ou encore au Brésil. Mais ces pays, vous le savez, sont réputés pour la violence qui y règne. En plus je ne peux pas laisser ici mes cousins, des gens qui ont risqué leurs vies pour que je m'en sorte.

Propos recueillis par Aziz Salatou